

Questions orales

ententes existantes en matière de réduction des armements» et ainsi de suite.

Je crois savoir que le président de l'Ukraine, M. Kravtchuk, a déjà donné ces assurances dans une lettre adressée cette semaine au premier ministre. Quelles conditions supplémentaires, quelles assurances supplémentaires le premier ministre exige-t-il avant d'établir une ambassade à Kiev et de transférer les pleins pouvoirs diplomatiques et autres au poste dans cette ville?

Le premier ministre pourrait-il préciser les garanties supplémentaires que tente d'obtenir le Canada dans ces négociations?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Quand les résultats du vote en Ukraine ont été connus, le gouvernement a décidé de reconnaître celle-ci comme pays indépendant. Nous l'avons fait et annoncé.

Il n'est pas inhabituel en pareil cas d'amorcer des négociations au sujet de l'établissement de relations diplomatiques. Dans le cas présent qui est plutôt inhabituel, le Canada veut avoir l'assurance, notamment, que les armes nucléaires seront placées sous bonne garde jusqu'à leur destruction. C'est que, du jour au lendemain, ce pays est devenu une puissance nucléaire disposant d'armes atomiques sur son territoire.

Il est évident qu'il va nous falloir, dans l'intérêt de saines relations bilatérales et de la sécurité, nous assurer que ces armements seront placés sous bonne garde. Nous voulons qu'ils soient détruits ou placés sous bonne garde. C'est un processus tout à fait normal que les dirigeants de l'Ukraine acceptent volontiers, selon nos sources.

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire. Je pense qu'il faut se demander s'il s'agit là d'une reconnaissance conditionnelle ou pas. Nous voudrions connaître les garanties supplémentaires que le premier ministre cherche à obtenir en plus de la lettre de M. Kravchuk.

Selon moi, nous sommes tous conscients du fait qu'il faut plus que reconnaître un pays qui vient juste d'accéder à l'indépendance. Il a besoin d'aide sur le plan économique et sur le plan de la sécurité, surtout dans le cas de l'Ukraine où le démantèlement des armes nucléaires revêt une importance cruciale.

Nous devrions tous tenir compte du rapport des Nations Unies publié ce matin, dans lequel on affirme qu'on

pourrait assister à de graves troubles en Europe de l'Est faute d'un autre Plan Marshall.

Le premier ministre pourrait-il donc nous dire si en plus de ces négociations sur les armes nucléaires, le Canada est disposé à offrir à l'Ukraine une nouvelle aide économique importante et notamment à donner suite à la demande que nous avons présentée ce matin, lorsque nous avons invité le gouvernement à aider l'Ukraine à convertir ses ogives nucléaires à des fins pacifiques?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Nous ne voulons pas convertir ces ogives nucléaires, mais les faire disparaître, un point c'est tout. C'est ce que nous souhaitons.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Mon collègue a posé deux questions. La réponse à la première figure dans le premier paragraphe de la déclaration où on dit: «Le premier ministre Brian Mulroney a annoncé aujourd'hui que le Canada avait décidé de reconnaître l'Ukraine en tant qu'État indépendant.» La question de la reconnaissance est donc réglée.

En ce qui concerne la seconde question au sujet de l'aide économique à l'avenir et le reste, je tiens à dire que, lors de mes rencontres avec le président Kravchuk, avant les élections, lorsqu'il est venu me rencontrer à Ottawa, je lui ai dit qu'à la suite de ces élections, si l'indépendance recueillait la faveur populaire, nous enverrions des hauts fonctionnaires fédéraux rencontrer des représentants du gouvernement nouvellement élu pour traiter précisément des questions soulevées par mon collègue.

La dernière ligne du communiqué porte précisément là-dessus; on y dit: «M. Mulroney a confirmé que des hauts fonctionnaires du gouvernement se rendront à Kiev dans les prochains jours pour faire connaître la position du Canada et entamer le processus de négociations»; cela répond également aux questions de mon collègue.

* * *

[Français]

L'ÉNERGIE

M. Paul Martin (LaSalle—Émard): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Il y a 18 mois, le gouvernement s'est engagé à faire des études environnementales de toutes ses politiques. Le Plan vert a renforcé cette promesse.